

## **DSK, une bulle politique**

Article paru dans l'édition du Monde du 24.10.10

Il est le favori de tous les sondages, qui le propulsent en tête des candidats de gauche. Et si Dominique Strauss-Kahn n'était qu'une création médiatique, une valeur surcotée ?

La société française s'est trouvé un Sauveur, s'il faut en croire les sondages et les dires d'une armée de chroniqueurs. Ce Dieu caché présente pourtant des traits assez médiocres. Il est intéressant d'analyser ce cas, car il nous éclaire sur les rouages de la démocratie d'opinion. Un sondage IFOP du mois de juin, réalisé auprès d'un échantillon de sympathisants du Parti socialiste (PS), a produit des résultats étonnants.

Il s'agissait de comparer Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn (« DSK ») selon quelques critères. Plus des deux tiers des sondés ont jugé que Martine Aubry l'emportait sur son partenaire-rival en ce qui concerne l'honnêteté, la fidélité aux valeurs de la gauche et la détermination à « changer les choses » ; mais presque les deux tiers des sondés ont jugé que DSK avait, davantage que sa partenaire-rivale, « l'étoffe d'un président de la République ».

La question de ce qui fait d'un homme ou d'une femme politique un « présidentiable » est ainsi brutalement posée. Ecartons l'idée que l'honnêteté et la fidélité à ses engagements seraient un passif, et inversement. La question est plutôt : qu'est-ce qui fait que le caractère présidentiable se conserve malgré de mauvais scores sur des valeurs aussi essentielles ?

En économie, l'écart entre la valeur marchande d'un bien, appréciée par son prix, et sa valeur intrinsèque s'appelle une bulle. Le phénomène « DSK » serait-il une bulle ? L'interrogation est plaisante, s'agissant d'un économiste, qui, au moment de prendre les rênes du Fonds monétaire international (FMI), déclarait, en octobre 2007 : « La crise financière ne devrait pas avoir d'effet dramatique sur la croissance mondiale. La situation est maintenant sous contrôle. » Qu'il ait passé son examen de passage avec succès s'explique sans doute par le fait que ses juges étaient encore plus aveugles que lui sur l'existence d'une bulle fantastique qui allait tout détruire en explosant.

On se récriera, puisqu'on lit partout que DSK est un être « supérieurement intelligent », un économiste hors pair qui a déjà sauvé l'euro et l'Europe, qu'il est en marche pour « refonder » le capitalisme mondialisé, et qu'il est donc le mieux placé pour « sauver la France ». Cette enflure, nourrie jusqu'à la nausée par des chroniqueurs qu'on croirait avoir été engagés comme fonctionnaires chez DSK, a quelque chose d'obscène. Quel manque de discernement de confondre l'intelligence et le brillant de celui qui en impose !

Qu'en est-il de l'économiste ? Il y a plusieurs manières de l'être. L'économiste théoricien d'abord, que DSK n'a jamais été, à en juger par la liste de ses publications dans les revues qui comptent. Il détonne par rapport à des Ben

Bernanke, des Larry Summers et bien d'autres, qui, quoi qu'on pense de leurs politiques, tentent de faire passer dans leurs actes le fruit de leurs travaux. Le technicien de l'économie, alors ? Tout jugement, ici, est discutable car la pratique reflète, en général, des choix politiques et idéologiques fondamentaux, forcément ouverts au débat. DSK a-t-il eu raison de concevoir les 35 heures, de choisir, lorsqu'il était ministre des finances, de ne pas réduire les déficits et la dette publique et, comme patron du FMI, d'étrangler la Grèce pour mieux la sauver ?

Je ne me prononcerai pas là-dessus. Je me contenterai de pointer l'écart abyssal entre les jugements portés sur son action en France et à l'étranger - et, singulièrement, dans la presse de gauche anglaise et américaine. Celle-ci se déchaîne contre l'action du FMI. Quelques titres d'articles évocateurs : « Les avis du FMI sont-ils meilleurs que ceux d'un ivrogne dans la rue ? » (Dean Baker, codirecteur du Center for Economic and Policy Research à Washington, dans le Guardian du 29 juin) : la réponse est non et, au moins, ces derniers sont-ils honnêtes ; « Des cinglés aux commandes » (Paul Krugman, Prix Nobel d'économie, dans le New York Times du 7 juin) ; j'en passe et des meilleures.

Mark Weisbrot, président du Just Foreign Policy à Washington, décortique l'étouffement délibéré de la Lettonie par le FMI. Le schéma est simple : ce pays ne peut pas dévaluer car sa monnaie est accrochée à l'euro. Pour l'aider à retrouver sa compétitivité sur le marché mondial, il faut donc le faire entrer en déflation afin que, les salaires s'effondrant, la dévaluation se fasse en termes réels.

La crise de solvabilité de la Grèce : le FMI a écarté toute solution en termes de restructuration de la dette parce qu'elle aurait coûté trop cher aux banques créditrices, surtout européennes. On gratifie ceux-là mêmes, qui, par leurs paris irresponsables, ont privé des millions de gens de leur travail et de leur domicile en enfonçant encore plus le poignard dans la plaie.

Chose remarquable quand on vit en France : DSK est le plus souvent épargné par ces critiques. C'est que, la plupart du temps, on ne cite même pas son nom, sinon en passant. On juge en effet que les véritables décideurs du FMI sont les ministres des finances des pays riches, le Trésor américain en tête, où grouillent d'anciens employés de la banque d'affaires américaine Goldman Sachs.

Une fois, cependant, DSK a fait l'objet d'une accusation gravissime : sa politique, ou plutôt sa rhétorique, s'expliquerait par le désir de faire les gros titres dans son pays d'origine (New York Times du 11 mai). L'auteur de l'article s'appuie sur l'économiste de Berkeley Barry Eichengreen, un ancien du Fonds, et semble trouver évident que c'est en séduisant les banques plutôt que le « peuple de gauche » que DSK arrivera à ses fins électoralistes.

DSK est-il le sauveur du capitalisme mondialisé ou bien le chef impuissant d'un organisme malfaisant ?

Une question préjudicielle se pose. A supposer même que DSK fût un bon économiste, est-ce d'un économiste que la France a besoin ? C'est l'économie qui empoisonne la société et on appelle des économistes à son chevet ? Il faudrait un Molière pour faire rire du ridicule de cette conclusion. Le capitalisme a besoin de croire qu'un horizon de développement indéfini s'offre à son regard - ce qu'on appelle la « croissance ». Or, il commence à douter que ce soit possible.

Les capitalistes ont beau avoir des oeillères, obsédés qu'ils sont par le profit à court terme, ils n'ignorent pas l'inquiétude que manifestent les peuples riches au sujet de leur avenir. Les menaces climatiques, énergétiques, atomiques et technologiques travaillent les esprits et métamorphosent des consommateurs passifs en citoyens qui s'interrogent : à quoi bon continuer sur le même chemin s'il nous mène à l'abîme ?

Ce doute n'est pas un problème que les techniciens des finances puissent résoudre. Les Trissotin de la macroéconomie, les Diafoirus du « retour à la croissance » n'ont pas encore compris que la question n'est pas de leur ressort. La civilisation matérielle étouffe de ses excès, c'est un problème anthropologique. Pragmatiques, les capitalistes se ruent sur les pays « émergents » au nom de la lutte contre la pauvreté. Cette moralisation de la quête éperdue de profit est indigne. Si les « miracles » brésilien et chinois se prolongent, nous sombrons tous ensemble.

Si vraiment la France a besoin d'un chef, seul quelqu'un qui voit tout cela clairement pourra jouer ce rôle. Que le futur président ait une culture économique de base, cela est nécessaire. Que ce soit un économiste : non, merci !

La bulle DSK s'est formée comme se forment toutes les bulles. L'ignorance et la manipulation ont joué leur rôle, mais aussi la mécanique spéculaire du désir et de la fascination. On prête à Pierre Mendès France la réflexion qu'une démocratie moderne n'est possible que si tout le monde accède au savoir économique. Nous en sommes loin et c'est pour cela qu'on peut prêter à un économiste qui n'en est pas vraiment un, et qui doit se taire pour raisons statutaires, un savoir fabuleux. Son mutisme même est le signe qu'il détient un secret sur notre destin. Il suffirait de lire la presse étrangère pour comprendre que le secret, c'est qu'il n'y a pas de secret.

Si notre homme est expert en quelque chose, c'est dans l'art de manipuler les machines désirantes. Je ne fais pas allusion aux frasques, réelles ou supposées, de l'intéressé, qui ne nous regardent pas. Le désir est « panurgique », il le sait. Des désirs qui s'imitent deviennent rivaux. Tout l'art de celui qui veut se faire idole est de transformer le caractère « rivalitaire » du désir en sacre unanime.

Deux femmes qui se disputent le même homme sont prêtes à s'écharper. Si elles sont des centaines, la concurrence laisse place à l'honneur du partage. Une fois constitué, le pôle fascinant le devient plus encore, selon un mécanisme d'autorenforcement quasi tautologique. Il peut dire : « Je suis Celui

qui suis ». Un chroniqueur exhortait récemment ses lecteurs à voter DSK parce qu'il allait gagner !

Le philosophe allemand Max Scheler, fondateur de l'anthropologie philosophique, disait : « L'homme possède un Dieu ou une idole. » A défaut de Dieu, les peuples ont les idoles qu'ils méritent.

Jean-Pierre Dupuy